

Redéfinir le périmètre du SPD

Matthias Machnig et Karsten Rudolph

L'ouverture de Bad Godesberg

La gauche allemande traverse actuellement une profonde crise de sens, la troisième depuis l'avènement de la République Fédérale. Par deux fois, sa réaction a consisté à se tourner vers « le centre » de la société. Cette fois-ci, la voie du « centre » constitue le problème, et non la solution.

L'ouverture au « centre », réponse sociale-démocrate à des désastres électoraux qui ont amèrement déçu de grandes ambitions politiques, a débuté en 1958 au congrès de Stuttgart, par l'abandon du bureau restreint du parti et le renforcement du groupe parlementaire au Bundestag. Un an après fut adopté un nouveau programme politique, lors du congrès de Bad Godesberg. C'est à partir de ce moment que le SPD est entré dans la réalité de la République Fédérale. La mutation d'un parti ouvrier classique en un parti populaire de gauche était porteuse de promesses pour les classes moyennes montantes de la société industrielle moderne. Le SPD leur disait : Nous réussissons à combiner protection sociale et efficacité économique;

Matthias Machnig est Ministre de l'économie SPD du Land de Thuringe, ancien secrétaire d'Etat au ministère de l'environnement, responsable de la campagne électorale de Gerhard Schröder.

Karsten Rudolph est chargé de cours en histoire à l'Université de Bochum et ancien député au parlement du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Cet article a été publié en décembre 2009 sous le titre "[Die Neuvermessung der SPD](#)" dans la revue *Blätter für deutsche und internationale Politik* www.blaetter.de

Nous accordons davantage de place à l'idée de concurrence aux côtés d'un Etat démocratique, actif, prévoyant ; Nous libérons l'individu du corset du traditionalisme et lui ouvrons la voie à l'ascension sociale en lui offrant un accès plus large et plus juste à l'éducation.

Enfin, nous sortons la République Fédérale de la confrontation stérile de la guerre froide et déployons une nouvelle politique à l'égard de l'Est, à la recherche « d'un changement par le rapprochement » plutôt que par « la distinction ».

Sur un autre plan, le virage de Bad Godesberg constituait une proposition de coopération politique à laquelle le parti libéral pouvait difficilement résister. Le FDP accepta le compromis autour de l'Etat social et sut prendre ses distances par rapport à la politique étrangère des chrétiens-démocrates. Pour Willy Brandt et beaucoup d'autres, la coalition sociale-libérale de 1969 fut donc plus qu'une alliance de circonstance: ce fut une configuration historique au sein de laquelle le mouvement ouvrier social-démocrate s'unissait enfin à la bourgeoisie éclairée, pour fonder une deuxième fois la République Fédérale, vingt ans après sa création. La deuxième génération des pères fondateurs se concevait comme une « Neue Mitte », un « nouveau centre » (Willy Brandt).¹

Mais à la fin des années 70, le projet social-libéral ne savait plus quel cap suivre et naviguait à vue, ignorant les grands choix du moment. Dès lors, les soutiens lui firent défaut pour affronter la deuxième récession, mener une politique extérieure et de défense et

1 Cf. Karsten Rudolph, 25 Jahre « Neue Mitte », in : « Berliner Republik », 1/1999, pp. 34-37.

trouver des réponses aux questions d'environnement. Les salariés des classes moyennes et l'électorat ouvrier classique tournèrent le dos au parti; le SPD dérivait sans but entre anciens et nouveaux mouvements sociaux et se précipita dans sa deuxième grande crise de sens depuis 1945. Il allait lui falloir 16 ans avant de pouvoir espérer gouverner à nouveau à l'échelon fédéral – avec un programme similaire à celui de Bad Godesberg.

La deuxième crise, crise du fordisme

Si pendant sa première crise de l'après-guerre, dans les années 50, le SPD traversait une longue période dans l'opposition, cette deuxième crise débuta alors que les sociaux-démocrates étaient au gouvernement. Et elle ne toucha pas uniquement la social-démocratie allemande, qui se retrouvait, comme le PS en France, pour la première fois aux responsabilités après la guerre. Au début des années 80 s'est achevée une phase sans précédent de majorités sociales-démocrates dans les pays industrialisés occidentaux. Tout comme les travaillistes britanniques (en 1979) et les démocrates américains (en 1980), le SPD a perdu les élections (en 1982), et l'expérience de la gauche française s'est également achevée (en 1984). Seuls les pays scandinaves ont maintenu au pouvoir des partis sociaux-démocrates, tandis que l'Europe du Sud allait connaître à son tour, avec un peu de retard, une vague rose.

Le fordisme, mode d'organisation socio-économique fait de production de masse et de consommation de masse, sanctuarisé par le progrès technologique, la croissance économique et le développement de l'Etat social, a connu une crise structurelle. Face à la stagnation économique, la fin de l'industrie lourde, l'avènement de modèles de production révolutionnaires (le « toyotisme »), l'émergence de la société des services, la montée de nouvelles valeurs, de nouveaux besoins et de nouveaux modes de vie, la social-démocratie et les syndicats – organisations d'essence fordiste – ont été entraînés dans une crise dans laquelle les réponses néoconservatrices et néolibérales apparaissaient soudain comme économiquement plausibles et porteuses d'avenir.² Non seule-

ment la social-démocratie perdait ainsi ses bases d'implantation dans les sociétés industrialisées, mais la culture du nouveau capitalisme séduisait aussi l'homme flexible par sa promesse de liberté, dépassant les corporatismes sclérosés et l'uniformisation de l'Etat social ; Ainsi, un nouveau monde de liberté semblait s'ouvrir aux classes moyennes déçues.³

L'effondrement du communisme prolongea encore cette deuxième crise de sens du SPD en privant le capitalisme d'une solution alternative. La « troisième voie » classique entre capitalisme et communisme, le socialisme démocratique, y perdit l'un de ses deux flancs. Beaucoup virent ainsi l'idée socialiste discréditée, mais furent rassérénés en constatant que le capitalisme, loin d'avoir remporté la victoire dans le monde entier, se trouvait plutôt être « le seul modèle qui subsiste » – avec tous ses avantages discutables et ses promesses non tenues. Au terme d'un long processus de réflexion et d'analyse, Peter Glotz constata prosaïquement que la gauche était « restée dans une stratégie d'opposition, et n'était pas capable de proposer une stratégie constructive de réorganisation de la société ». ⁴ Cette analyse se confirma dans la mesure où il fallut attendre la deuxième moitié des années 90 pour que la social-démocratie redevienne majoritaire en Europe – en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France et ailleurs. Dans l'interval, le SPD avait beaucoup emprunté aux partis frères scandinaves, et endossé cette rénovation programmatique avec le programme politique de Berlin de 1989. Mais il était trop tard – et pas seulement du fait de l'unité allemande. Le capitalisme global célébrait sa victoire partout dans le monde, animé par une idéologie néolibérale qui débridait les forces du marché de façon aussi radicale qu'à l'époque du capitalisme de Manchester.

La troisième voie pour la troisième fois

En réponse à cette nouvelle situation, la « troisième voie » fut redéfinie dans les années 90. On cherchait désormais à positionner le SPD par rapport à un mouvement néo-

2 Cf. Rolf G. Heinze, *Die blockierte Gesellschaft. Sozioökonomischer Wandel und die Krise des „Modells Deutschland“*, Opladen et Wiesbaden 1998.

3 Cf. Barbara Ehrenreich, *Angst vor dem Absturz. Das Dilemma der Mittelklasse*, Reinbek 1994; Richard Sennett, *Der flexible Mensch. Die Kultur des neuen Kapitalismus*, Berlin 1998.

4 Peter Glotz, *Die Linke nach dem Sieg des Westens*, Stuttgart 1992, p. 52.

libéral qui dictait de plus en plus l'agenda politique, en Allemagne comme ailleurs.⁵ Cette nouvelle « troisième voie », située entre la social-démocratie de la coalition rouge-verte et le néolibéralisme, s'inspirait du concept de « triangulation » (Dick Morris)⁶, c'est à dire du rapprochement de divers projets politiques pour conquérir une majorité, tel qu'il avait été initié en 1985 aux Etats-Unis par la création du Democratic Leadership Council (DLC) sous la présidence de son premier dirigeant, Bill Clinton.

En revanche, on ne fit pas grand cas de la refonte radicale du parti socialiste italien sous la houlette de Bettino Craxi. Celui-ci détourna le PCI eurocommuniste de ses accords avec la Démocratie Chrétienne (DC) pour installer son propre parti dans une coalition durable avec elle. Pour cela, il transforma le PSI en une organisation unique à ce jour, faite de « structures sociales-démocrates, de traditions socialistes et de tendances néolibérales » (Wolfgang Merkel). L'absence de fond et de programme fut camouflée par la mise en scène pompeuse des congrès du parti et par une rhétorique ostentatoire de la réforme. L'opportunisme politique sans limite attira de nombreux arrivistes, qui espéraient obtenir des perspectives d'ascension dans les offices de l'Etat. Craxi fit du PSI un parti dirigé de façon autoritaire avec un programme néolibéral, qui recherchait la confrontation avec les syndicats et dont les cadres se concevaient comme les managers modernes d'un Etat aminci, en lien étroit avec les entreprises.⁷

Le succès politique fut en tout cas au rendez-vous. Le PSI se maintint dans les divers gouvernements de 1980 à 1994, et désigna même le premier ministre de 1983 à 1993. Quoi qu'il en soit, peut-être à cause de l'effondrement de la Première République avec son système de partis issus de la guerre froide, les autres partis de gauche européens n'ont pas souhaité suivre l'exemple du PSI. Et lorsqu'il fut submergé par la vague d'enquêtes judiciaires (lors de l'opération « manapulite »), on s'empessa d'oublier ce modèle expérimental de parti.

Le regard s'est tourné dès lors vers les Etats-Unis. Les New Democrats, sous la houlette des Clinton, montraient quelle stratégie

adopter pour rompre la primauté néoconservatrice des républicains, remporter les élections, et même asseoir son pouvoir pour un deuxième mandat. L'idée fit des émules avec le New Labour et la « Neue Mitte » du SPD. Après la fin du capitalisme rhénan, et devant l'avènement mondial d'un capitalisme qui promettait des avancées économiques et sociales importantes, il était tentant d'allier social-démocratie et libéralisme économique, pour réunir de nouvelles majorités à la gauche du bloc CDU/CSU/FDP.

Au plan politique, le projet qui en découlait s'appuyait sur un constat empirique : le pouvoir politique ne pouvait désormais s'organiser que sous forme d'alliances ponctuelles et ne se construirait plus sur des majorités structurelles composées autour de classes sociales figées. C'est pourquoi le « Dritter Weg » - la « troisième voie » - et la « Progressive Governance » visaient désormais surtout à conquérir le centre de la société, pour gagner les classes moyennes « flexibles » à l'idée de la social-démocratie et à son parti.⁸

Ce faisant, la « troisième voie » misait sur une nouvelle synthèse entre efforts de modernisation et promesses de justice. Concrètement, cela s'est manifesté par le glissement du pouvoir et des décisions de l'Etat vers la société (déréglementation), une responsabilité accrue de l'individu (l'idée du *workfare* au lieu du *welfare*) et – c'est lié – la modification du rôle de l'Etat (« un Etat aminci »).

Cela a fonctionné pendant un certain temps: en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Suède – en réalité presque dans toute l'Europe et aux Etats-Unis. Aujourd'hui, force est de constater que le bilan des réformes est contrasté. Le compromis souhaité entre un capitalisme financier dynamique, un Etat social en recherche d'équilibre et une démocratie affaiblie n'a pas vu le jour, parce que le marché dans son radicalisme n'en a pas voulu. Dans ces conditions, les grandes promesses sociales-démocrates de liberté, d'égalité et de solidarité se sont trouvées mises à mal et démenties au quotidien.

Le concept de la nouvelle économie n'était pas compatible avec les mécanismes de rééquilibrage de l'Etat social, pas plus que les apologues du marché débridé n'étaient prêts à se plier à la primauté de la politique démocratique. Les conditions du contrat

5 Cf. Roland Tichy, *Ab in die neue Mitte ! Die Chancen der Globalisierung für eine deutsche Zukunftsgesellschaft*, Hamburg 1998.

6 Dick Morris, *The New Prince*, Los Angeles 1999.

7 Christian Jansen, *Italien seit 1945*, Göttingen 2007, p. 188 et suiv.

8 Cf. Anthony Giddens, *Der dritte Weg. Die Erneuerung der Sozialdemokratie*, Frankfurt a. M. 1999.

étaient dictées par de puissants lobbies, et non par les « citoyens ordinaires », par les élites immodérées de la finance et de l'économie, et non par les représentants démocratiques légitimes de l'intérêt général.

A l'origine, le message de la troisième voie était pourtant « la sécurité dans le changement ». Cela signifiait par exemple transformer les systèmes de protection sociale pour pérenniser le financement des prestations, créer plus de travail en explorant des territoires économiques encore vierges de toute concurrence. Mais le terrain gagné par le marché n'a pas nécessairement débouché sur plus d'emplois ; plus souvent, au contraire, il a généré des emplois précaires et sous-rémunérés, un phénomène que la Gauche a laborieusement tenté d'endiguer, notamment par la mise en place de salaires minimums. Au départ, il n'y a guère eu de différends sur la modernisation des régimes nationaux de protection sociale ; mais trop souvent la flexibilité supplémentaire a été instaurée sans apporter un niveau de sécurité suffisant. Là encore, on en est donc venu à tenter un rattrapage par les moyens classiques, comme l'allongement de la durée de l'allocation chômage ou la prorogation des systèmes de pré-retraite. Ainsi furent réparées les conséquences d'un compromis qui n'en avait jamais été un.

De « l'ouverture au centre » au « cap sur le nouveau centre »

Le troisième cycle de l'épuisement et de la perte de repères des sociaux-démocrates s'accompagne d'un nouveau découpage du paysage politique. Chaque passage du SPD au pouvoir eut une conséquence déplaisante pour les sociaux-démocrates : un parti politique s'est installé à leur gauche. Ce fut le cas au moment du « Burgfrieden », l'union nationale pendant la Première Guerre mondiale, avec l'UPSD, puis sous la République de Weimar avec le KPD, au début des années 80 avec les Verts, et c'est ce qui se passe maintenant à nouveau avec le parti de gauche « Linkspartei ». D'ailleurs, l'Allemagne n'est pas la seule dans ce cas de figure. Partout en Europe, les partis de gauche se multiplient. C'est le cas en Suède, au Danemark, en France, en Espagne. Seule la création de partis communistes s'est révélée une erreur historique, lourde de conséquences, et on en est revenu depuis.

Comment a pu se produire ce nouvel éclatement de la gauche en petits partis concurrents des partis sociaux-démocrates bien établis ? Tout simplement parce qu'après l'ouverture au centre, on en est venu à mettre le cap sur le nouveau centre ! La manœuvre a été maladroitement camouflée par le SPD à travers l'appel à une « majorité solidaire », sans toutefois parvenir à mobiliser celle-ci contre le radicalisme du marché.⁹ La « Neue Mitte » s'est d'ailleurs révélée un désastre politique : Lorsqu'en décembre 2008, on demandait à l'opinion publique quel parti agissait énergiquement et marquait le plus fortement le débat politique par ses idées et ses propositions, seules 9% des personnes interrogées répondaient le SPD, alors que 40% évoquaient la CDU/CSU. De même, parmi les sympathisants, seuls 23% des personnes proches du SPD avaient l'impression qu'il marquait davantage les débats que les autres formations politiques, tandis que deux tiers des sympathisants CDU étaient convaincus du rôle primordial de leur propre parti.¹⁰

Les deux grands partis populaires traversent une double crise de modernisation. Après s'être libéralisée en 2001 sur les questions de société, l'Union chrétienne-démocrate a pris en 2005 un virage social-démocrate sur la politique économique ; résultat : la bourgeoisie économique néolibérale et l'électorat traditionnel catholique se sont sentis abandonnés. Le SPD a libéralisé ses positions sur l'économie, il développe une analyse économique du rôle social de l'Etat, et dans son programme il adopte des propositions plus neutres sur les questions de redistribution. Cela a entraîné le désarroi politique de nombreux ouvriers et de nombreux syndicats, et les a poussés vers une « nouvelle terre d'accueil ». Face à cette double crise de modernisation, la politique est le seul recours – autrement dit : les partis doivent à nouveau se poser la question des grandes orientations politiques et se placer au cœur de ce débat.

Pour certains, le SPD est apparu comme un grand magasin mal géré, dans lequel on réaménageait en permanence les étalages. Il offrait quelque chose à chacun, mais personne n'obtenait ce qu'il lui fallait vraiment. Mais surtout, ce grand magasin avait perdu l'âme de pionnier qui l'habitait à l'origine, et

9 Pour Oliver Nachtwey, cette tendance existe déjà dans les années 90. Cf. du même auteur, In der Mitte gähnt der Abgrund. Die Krise der SPD, in: „Blätter“, 8/2008, p. 84.

10 « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (FAZ), 17.12.2008.

n'était plus qu'une marque louvoyant de position en position au gré des marchés.¹¹ Le concept de la Neue Mitte posait ainsi plus de questions qu'il n'apportait de réponses plausibles, n'offrait pas le moindre message universel pour unifier le tout, ni l'énergie nécessaire pour aborder les problèmes nouveaux ou non résolus. Ce dilemme a permis aux traditionalistes et aux socio-romantiques de gagner en influence, au néolibéralisme de fêter joyeusement sa renaissance avec le FDP, ou encore aux partis conservateurs d'engranger des victoires électorales. Tout ceci, on peut l'observer actuellement en Allemagne, mais aussi dans d'autres pays. Dans ce contexte, les partis sociaux-démocrates semblent peu cohérents; ils incarnent un peu tout à la fois. Pourtant, une chose est sûre : il est aussi peu envisageable de revenir au sentiment de sécurité d'avant 1989 qu'à la virginité de la nouvelle économie ; de la même manière, l'immobilisme conservateur face aux problèmes structurels n'est pas plus pertinent qu'ignorer la question des grandes orientations politiques.

Le changement par la sécurité

Aujourd'hui, l'enjeu se trouve dans le « changement par la sécurité ». La capacité des gens à accepter des changements et à leur donner un sens dépend du discours qu'il leur est tenu : il ne faut pas les bercer d'illusions en matière sociale lorsqu'une partie de la responsabilité est transférée sur l'individu. Notre conception de l'Etat social ne doit pas être celle de l'Etat qui rend possible ou de l'Etat qui prend en charge et assiste, mais celle de l'Etat qui prévient, prévoit et garantit. Pour une gouvernance progressive, il faut un gouvernement progressiste.

Le néolibéralisme s'est ridiculisé, l'Etat est réhabilité. Mais il est plus faible que ne le souhaiteraient beaucoup aujourd'hui : L'écart est grand entre la dynamique de la crise économique, la manière dont la société la perçoit et la réaction de l'Etat. Les doutes des citoyens vis-à-vis des tentatives de sauvetage engagées par les Etats ne s'expliquent pas par une reconversion soudaine de la population aux idées libérales : plus simplement, ceux-ci craignent que l'Etat diminué ne présume de ses forces au moment précis où il fait figure d'ultime recours face à un monde économique et financier

qui échappe à tout contrôle. Les citoyens craignent en outre une répartition inéquitable de la charge de la dette publique et redoutent de subir les conséquences de la paralysie de l'Etat pendant une longue période. En d'autres termes, ils craignent davantage la crise de l'Etat que la crise économique.

La gauche doit au contraire affirmer très clairement la nécessité d'un Etat actif et créatif, disposant des ressources nécessaires. Toutes les tentatives de glissement vers le centre ont jeté le trouble sur ce point. Ce fut la première grande erreur. La deuxième a consisté à faire comme si la gauche et la droite n'existaient plus. Cela n'a en rien conduit à apaiser la situation politique, mais a généré au contraire une incertitude politique durable et une perte de perspectives.

Comme l'exprimait en substance Norberto Bobbio, « les notions de droite et de gauche ne sont pas absolues ; ce sont des notions relatives. Ce ne sont pas non plus des termes qui décrivent des personnes, des choses ou des concepts ontologiques. Ce ne sont pas davantage des caractéristiques inhérentes aux systèmes politiques. Ce sont des lieux de « l'espace politique ». Ils représentent une certaine topologie politique, qui n'a rien à voir avec l'ontologie politique ; On n'est pas de droite ou de gauche comme on peut se dire « communiste », ou « libéral » ou « catholique ». En d'autres termes : la droite et la gauche ne sont pas des mots qui décrivent des contenus figés pour l'éternité. Ils peuvent, en fonction du moment et de la situation, désigner des réalités différentes. »¹² Pour la gauche, cela signifie qu'elle ne pourra jamais être une institution de dogmes, fixant ses dix commandements. La gauche doit être un édifice capable de faire évoluer le débat politique vers des solutions alternatives, de s'appuyer sur des thèmes et sur l'expérience issue de sa propre pratique du pouvoir pour proposer de nouvelles réponses. Pourtant, c'est précisément ce qu'a exclu la Neue Mitte en arrivant aux responsabilités. Des solutions alternatives à la pratique gouvernementale ? Circulez, il n'y a rien à voir ! Mener d'abord un débat contradictoire, pour ensuite décider et puis agir ensemble ? Impossible !

11 Manfred Schneider, Auslaufmodell Karstadt-SPD, www.fr-online.de, 16.6.2009.

12 Norberto Bobbio, *Rechts und Links*, Berlin 42006, p. 70 et suiv. ; cf. aussi du même auteur, *Rechts und links. Zum Sinn einer politischen Unterscheidung*, in : „Blätter“, 5/1994, pp. 543-549.

Le mythe du consensus

Frère jumeau du « cap au centre », le mythe selon lequel le consensus préserve la démocratie est également très répandu. La sociologue belge Chantal Mouffe est opposée à cette idée du consensus. Son argument : l'approche consensuelle (tellement en vogue en Allemagne) ne crée en rien les conditions d'une réconciliation de la société, mais conduit au contraire à de nouveaux clivages. Pour prévenir cette dérive, il n'existe qu'une solution : donner aux conflits réellement existants une expression politique légitime. Bref : les différences de choix doivent s'exprimer par des projets politiques alternatifs clairs, au lieu de simplement s'en tenir à des controverses morales.

Chantal Mouffe définit comme un problème ce que beaucoup considèrent comme la condition fondamentale de la maturité démocratique. Dans les sociétés d'après-guerre issues des dictatures européennes, une relative convergence entre démocrates était certes nécessaire ; mais c'est justement dans les démocraties solides qu'un antagonisme fort entre droite et gauche doit permettre des clarifications sur les choix de société. Chantal Mouffe démontre que reconnaître la nature indélébile de la dimension conflictuelle ne mine en rien le projet démocratique, mais constitue au contraire la condition préalable « nécessaire » pour relever les défis de la politique démocratique. Elle en tire la conclusion suivante : « Le politique avec sa dimension d'antagonisme est [...] bien vivant et les conflits politiques sont toujours bien là [mais] le politique se déploie désormais dans le registre de la moralité ». En d'autres termes : il existe encore une différence, mais qui se définit aujourd'hui moins en catégories politiques qu'en catégories morales. « A la place de l'ancienne dichotomie gauche-droite, nous sommes désormais tenus de penser en termes de Bien et de Mal ».

Pour Chantal Mouffe, les questions politiques ne sont pas de simples problèmes techniques, dont la résolution incombe à des experts. Bien au contraire, elles exigent toujours des décisions, et donc des choix alternatifs : « La politique démocratique ne saurait se contenter de définir des compromis entre des intérêts ou des valeurs ou se limiter à des réflexions sur l'intérêt général. Elle doit avoir une influence réelle sur les désirs et l'imaginaire des personnes. Pour permettre une mobilisation démocratique des passions,

la politique démocratique doit avoir une dimension partisane ».¹³ C'est précisément ce que beaucoup de monde attendait en vain de la politique sociale-démocrate.

Dépasser le fétiche du « centre »

Le mouvement social-démocrate a toujours été plus qu'un mouvement d'indignation morale et de protestation. Le SPD ne s'est jamais non plus résumé à un parti de programme. Il a réussi politiquement quand il a su présenter son programme avec courage et créativité, quand il a su être un parti en mouvement, fixant les thèmes du débat et mobilisant sur ces thèmes.

Aujourd'hui, la social-démocratie est de nouveau bien loin de réussir cette prouesse. C'est pourtant indispensable pour donner à la gauche son énergie créative. S'il est un enseignement à tirer de la dernière campagne électorale américaine, c'est que les questions de choix sont celles qui orientent, mobilisent et enthousiasment les électeurs. Au fond, ce qu'a fait Barack Obama, c'est simplement identifier très clairement les grands choix auxquels est confrontée la société américaine, et placer le peuple américain devant ces choix.

La crise économique actuelle, le « krach du capitalisme »¹⁴, place inévitablement la question des choix à l'ordre du jour. La question est celle d'une économie post-néolibérale capable d'apporter de nouvelles réponses économiques à la croissance, à la lutte contre la pauvreté et la faim et aux défis de civilisation (changement climatique, recul de la biodiversité). Pour cela, il est nécessaire d'inventer une nouvelle conception de la mondialisation, qui aille au-delà du « mondialisme comme idée ou idéologie ».¹⁵ Car l'idéologie mondialiste a conduit à ce que s'impose la primauté de l'économie ; elle est « tout aussi économiste que le fut en son temps la vulgate marxiste, et constitue donc en quelque sorte une renaissance du marxisme comme idéologie gestionnaire »¹⁶. Les conséquences de cette évolution, on les voit dans la crise actuelle : destruction de capital à une échelle jusqu'ici

13 Chantal Mouffe, *Über das Politische. Wider die kosmopolitische Illusion*, Frankfurt a. M. 2007, p. 12 et suiv.

14 Ulrich Schäfer, *Der Crash des Kapitalismus*, Frankfurt a. M. 2009.

15 Rüdiger Safranski, *Wieviel Globalisierung verträgt der Mensch ?* München und Wien 2003, p. 19.

16 *ibid.*, p. 22

inconnue, chômage de masse et Etats en situation de faillite.

La gauche doit donc réorienter sa politique. Elle doit abandonner le fétiche du centre, parce que «le centre politique n'existe pas».¹⁷ Il faut au contraire que la gauche «dise ce qu'il en est».¹⁸ Elle doit trouver les formules pour exprimer les fractures actuelles, les contradictions et les réponses tournées vers l'avenir, par-delà le pragmatisme des partis de gouvernement. Les années qui viennent vont placer la société face à des défis jusqu'ici inconnus :

- L'organisation du capitalisme financier, de sa transparence, sa régulation et son orientation vers la demande et les investissements d'avenir ;

- la maîtrise des questions de civilisation, qui tiennent en quelques mots clés : explosion démographique, changements climatiques, raréfaction des ressources et disparition de notre environnement naturel ;

- le retour à une division de la société en classes sociales, le développement d'une société des deux tiers (Peter Glotz), l'exclusion d'une part croissante de la société et le blocage de l'ascenseur social pour certaines catégories de personnes ;

- la perte d'influence du politique, en ce sens que les grands choix de société ne sont plus faits dans le cadre des institutions et des procédures prévues à cet effet, mais dans des réseaux économiques et scientifiques transnationaux, sans légitimité ni consultation démocratique ;

- une démocratie vidée de son contenu par la primauté de l'économie, la puissance absolue des marchés et le rejet croissant de la légitimité démocratique par les (non-)électeurs.

Affirmer que l'action politique est imposée par des contraintes extérieures qui ne laissent aucune alternative possible n'est pas à la hauteur de ces défis. Cette position a conduit à la division de la gauche en Europe, y compris en Allemagne. Il existe aujourd'hui deux gauches européennes : «l'une des

deux accepte la reculade et s'avère complaisante ou résignée. L'autre tente de freiner cette évolution, sans nourrir de très grands espoirs quant à la possibilité d'inverser la tendance. Ces deux écoles sont opposées [...]. L'Europe a besoin d'une autre gauche.»¹⁹

Pour la trouver, il faut surmonter la dichotomie entre la gauche protestataire et la gauche réformatrice. La gauche a besoin de nouveaux équilibres entre Etat et marché, croissance et justice, solidarité et responsabilité individuelle, Etat national et société mondiale. Mais elle ne doit pas retomber dans les erreurs et les errements du passé - négation du marché, hyper-étatisme et euphorie fiscale excessive, rejet de la technologie et mépris du pouvoir.

Le projet de gauche doit à nouveau devenir un projet d'émancipation, visant à libérer l'homme de toute ingérence et de mise sous tutelle. Un tel objectif implique certaines conditions préalables, comme un niveau suffisant de sécurité matérielle. C'est seulement sur cette base que les hommes peuvent se retrouver dans le cadre de la justice et de l'équité. Cela passe aussi par une réelle égalité des chances permettant à chacun de développer ses talents et ses aptitudes. Une politique de justice entre les générations est également nécessaire afin de préserver les conditions de vie des générations futures. Peter Glotz résume un tel projet de gauche par la formule suivante : «limiter la logique marchande, ou pour le dire avec plus de retenue, fixer un cadre à la rationalité de l'économie de marché, sensibiliser à la question sociale, c'est à dire promouvoir l'Etat social et certaines de ses institutions, convertir le temps en nouvelles libertés, arriver à l'égalité factuelle entre hommes et femmes, protéger le cadre de vie et la nature, combattre le nationalisme.»²⁰

Une telle gauche doit à nouveau devenir porteuse des choix et des grands débats d'orientation de la société. Elle doit réunir le «principe d'espoir» (Ernst Bloch) et le «principe de responsabilité»²¹. Le pragmatisme n'est pas un principe suffisant pour cela. Il faut bien davantage faire preuve de courage, sans crainte des conflits, apporter de la clarté dans la réflexion et dans l'action. Et

17 George Lakoff et Elisabeth Wehling, *Auf leisen Sohlen ins Gehirn. Politische Sprache und ihre heimliche Macht*, Heidelberg 2007, p. 67 et suiv.

18 Sigmar Gabriel, *Links neu denken. Politik für die Mehrheit*, München und Zürich 2008, p. 66 et suiv.

19 Roberto Mangabeira Unger, *Wider den Sachzwang. Für eine linke Politik*, Berlin 2007, p. 7 et suiv.

20 Glotz, *ibid.*, p. 96.

21 Hans Jonas, *Das Prinzip Verantwortung. Versuch einer Ethik für die technologische Zivilisation*, Frankfurt a. M. 1984.

enfin, il faut le goût de l'effort intellectuel. La gauche ne doit pas se soumettre au « dictat de l'absence d'alternative »²², mais doit au contraire redevenir le lieu du débat, du questionnement, de la curiosité et de la recherche. Notre société doit faire face à des choix importants, tant au plan national qu'à l'échelle mondiale, et ces choix appellent des réponses claires. La gauche ne peut retrouver son attrait que si elle parvient justement à réaliser deux choses : poser les bonnes questions et proposer des réponses pertinentes.

Gauche ou droite, un choix à faire

Revenons à Norberto Bobbio. A la question de savoir ce qui distingue la gauche de la droite, il donne une réponse sans équivoque : l'égalitarisme. Conformément à son idéal de liberté, la gauche lutte pour plus d'égalité.²³ L'idéal de l'égalité a d'abord été porté par la revendication de l'égalité devant le droit de vote. Tous devaient avoir la même voix, les ouvriers comme les patrons, les femmes comme les hommes, les noirs comme les blancs. 90 ans après la mise en place du suffrage universel, notre pays reste marqué à bien des égards par de graves inégalités qui heurtent la sensibilité de la grande majorité des citoyens : des salaires différents pour un travail identique, une inégalité des chances en matière d'éducation et de participation à la société, une inégalité en termes de pouvoir et d'influence politique. Le besoin d'égalité des hommes n'a pas grand chose à voir avec l'idée du nivellement, mais beaucoup plus avec celle de liberté et d'épanouissement personnelle. Willy Brandt a toujours souligné que la social-démocratie allemande aspirait à la liberté pour le plus grand nombre, et non pour une minorité. Pour renouveler cette aspiration, il faut refonder l'idée de l'égalitarisme.

La gauche pourra être forte si elle est en mesure de porter le débat sur ces questions de choix. Elle doit redevenir un laboratoire pour comprendre la société, et « un lieu de l'espace politique »²⁴. Elle doit être concrète et ne pas se perdre en considérations historiques et en débats philosophiques. Elle a besoin d'un projet de réforme constructif et qui garantisse des options pour l'avenir. Elle a aussi besoin d'une touche d'utopie supplé-

mentaire. « Celui qui a des visions a sa place à l'hôpital » : voilà une phrase qui n'est pas de gauche ; elle est même profondément conservatrice. Comme l'a dit Ernst Bloch, la gauche ne doit pas renoncer au « pas encore ». Une gauche politique se laissant aller à ce type de renoncement a déjà renoncé à être elle-même.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES.

Responsable de la publication :
Ernst Hillebrand, directeur du bureau parisien de la FES

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site

<http://www.fesparis.org/publications.php>

Gouvernement économique européen et coordination des politiques salariales – la crise de la zone euro appelle des réformes structurelles

Klaus Busch, mai 2010

Le bon capitalisme et ce qui devrait changer après la crise

Sebastian Dullien, Hansjörg Herr et Christian Kellermann, avril 2010

Les bases d'une stratégie européenne de prospérité durable,

Groupe de Travail sur l'Europe, avril 2010

Les sociaux-démocrates d'Europe face à la crise,

Werner Perger, mars 2010

Les parties écologistes en Europe ; évolution et perspectives,

Saskia Richter, janvier 2010

Les syndicats en Allemagne: Organisation, contexte, enjeux,

Heiner Dribbusch, janvier 2010

La nouvelle Ostpolitik allemande et la politique européenne de voisinage,

Annegret Bendiek + Jürgen Neyer, août 2009

Une politique européenne des revenus pour plus de croissance et de justice ,

Michael Dauderstädt, juin 2009

Energie nucléaire - abandon ou renaissance?,

Lutz Mez, juin 2009

²² Unger, *ibid.*, p. 23

²³ Bobbio, *ibid.*, p. 76 et suiv.

²⁴ Bobbio, *ibid.*, p. 71